



Michel Lucarelli, enseignant retraité



Catherine Lecomte, assistante de direction

Plus que jamais, les travailleurs ont besoin de syndicats indépendants.
Plus que jamais ils ont besoin de partis ouvriers pour exprimer leurs intérêts.

Le 7 mai, M Macron a été élu. Mais les faits établissent qu'il est ultra-minoritaire : Quatre électeurs sur cinq ont refusé de soutenir le programme de Macron. Ce président ultra-minoritaire n'a aucune légitimité !

Mais, les institutions de la Ve République sont ainsi faites qu'un président qui représente 20 % de l'électorat concentre entre ses mains 100 % des pouvoirs. Ces pouvoirs, il a annoncé vouloir les utiliser comme l'ont fait les gouvernements précédents de la Vème République ! Dès le début de l'été M Macron veut utiliser **les ordonnances pour poursuivre la destruction du Code du travail** commencée avec la loi El Khomri, la disparition de l'assurance maladie, pilier de la Sécurité sociale, conquête ouvrière de 1945 fondée sur le "salaire différé", la liquidation des régimes de retraite par répartition par l'instauration de la retraite à points.

La loi El Khomri, démantèle le CODE DU TRAVAIL. Votée à coups de 49,3, elle est mise en application depuis le 1er janvier 2017 et remet en cause tous les acquis collectifs obtenus depuis des décennies et livre le salarié à l'arbitraire patronal...

LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LE DROIT À LA SANTÉ. Nous connaissons tous la situation des hôpitaux : personnels et médecins débordés, en sous-effectif ; urgences saturées, suppression de services, voire privatisation.

La loi Touraine c'est la transformation de plus de 1 000 hôpitaux actuels en 200 groupements hospitaliers de territoire (GHT), soit une économie de 800 millions d'euros imposée aux hôpitaux. Ainsi l'**hôpital d'Argenteuil va définir un projet médical avec celui d'Eaubonne-Montmorency** auxquels sont associés celui de réadaptation de Taverny, Moisselles pour la psychiatrie et l'hôpital général de Nanterre dans le 92.

Le budget de la sécurité sociale 2017 prévoit une nouvelle économie de 3 milliards sur la sécu et d'1,5 milliards sur les hôpitaux. La fermeture du bureau CPAM de Franconville est annoncée pour 2017 !

DÉFENDRE L'ÉCOLE. la désastreuse loi Peillon, avec sa réforme des rythmes scolaires, puis la réforme du collège (réforme Belkacem) poursuivent le plan organisé de démantèlement du droit à l'instruction mené par les gouvernements successifs de la Vème république

DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS. Le gouvernement Hollande Valls a signé un contrat avec La Poste et l'Association des maires de France (AMF) qui prévoit de supprimer 3 000 bureaux de poste sur les 7 000 qui existent actuellement. Dans le Val-d'Oise, il est prévu de fermer au moins trente bureaux de poste en 2016-2017, douze d'entre eux transformés en agences postales communales, six en relais poste urbain, deux en bureaux tout automates sans agents, cinq en **maisons de services au public (MSAP)**. La gare d'Ermont-Eaubonne accueillera une MSAP gérée par la Ville d'Ermont, elle comprendra une **billetterie grandes lignes, les services de la Poste, de la Caf, de la CPAM, de Pôle emploi et l'état-civil** ! 6 employés municipaux gèreront cette

MSAP ! On ne peut que s'interroger sur la qualification et les statuts des personnels. On détruit les services existants, on intensifie la dégradation de la qualité du service rendu.

DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS NON au Maison de services au publics (MSAP)

DASSAULT : LEPOID95 se prononce pour le **Maintien de tous les postes et du site d'Argenteuil dans son intégrité.**

NON À LA FERMETURE des 6 centres de l'assurance maladie prévue en 2017 : Deuil-la-Barre, Franconville, Viarmes, Magny-en-Vexin, Fosses et Saint-Gratien.

POUR CONSTRUIRE UN AUTHENTIQUE PARTI OUVRIER

Retrouver le POID sur le site de son journal : **La Tribune des travailleurs :**

<https://latribunedestravailleurs.fr>

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne, machine à tout détruire** au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires** — dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN — nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI).

» **À la coalition des exploiters, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.**

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

**PARTI
OUVRIER
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE**

34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam - 75020 Paris
poidemocratique@orange.fr